



# ARRETE DU MAIRE

Arrêté n° 282/2024

**OBJET :** Mise en place d'un STOP - rue des Cèdres à hauteur de l'intersection avec la rue du Général Leclerc à compter du 18 novembre 2024.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8 et R.415-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu l'arrêté n°270/2024 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à Madame Quynh NGO, Adjointe au Maire, du 21 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2024,

Vu l'arrêté n°278/2024 du 25 octobre 2024 portant sur la Mise en place d'un STOP - rue des Cèdres à hauteur de l'intersection avec la rue du Général Leclerc.

Considérant que, pour des raisons de sécurité, il y a lieu de mettre en place un panneau STOP et un marquage horizontal, rue des Cèdres à hauteur de l'intersection avec la rue du Général Leclerc,

## ARRÊTE

**Article 1 :** L'arrêté n°278/2024 du 25 octobre 2024 est abrogé.

**Article 2 :** Les véhicules circulant rue des Cèdres en provenance de la rue de l'Ormeteau devront marquer le STOP à l'angle des rues du Général Leclerc et des Cèdres.

**Article 3 :** La signalisation horizontale et verticale sera mise en place aux endroits appropriés par les services compétents de l'EPT GOSB.

**Article 4 :** Toutes dispositions contraires aux dispositions du présent arrêté seront abrogées.

**Article 5 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 18 novembre 2024

**Article 6 :** Monsieur le Chef de l'agglomération de police de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur des Services Techniques de l'EPT GOSB, et le SDIS pour information.

Fait à Morangis, le 29 octobre 2024

Pour le Maire, et par délégation,  
L'adjointe suppléante,  
Quynh NGO



**Arrêté certifié exécutoire**

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.